

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

22 AU 28 MARS 1990

N° 777

10,00 F



GRANDE-BRETAGNE

## Maggie se prend les pieds dans la « poll-tax »

**E**NFIN, les médias en ont parlé en France ! Depuis le temps qu'il se développe un gigantesque mouvement de protestation en Grande-Bretagne contre le nouvel impôt local (« la poll-tax »), alors que les médias en France en ignoraient complètement les faits, en Grande-Bretagne, elles auraient bien voulu ne voir là qu'un débat parlementaire. C'est raté ! Madame Thatcher a pondu la loi la plus impopulaire depuis qu'elle est entrée en poste à Downing Street.

### Quelques rappels

Qu'est-ce que la « poll tax » ? Jusque'au début avril, l'impôt locatif en Angleterre et au Pays de Galles fonctionnait globalement comme en France. Le nouvel impôt inaugure le paiement d'une taxe « par tête ». Il va sans dire que les familles nombreuses sont plus courantes dans les milieux modestes que dans les milieux aisés, mais de toute façon avec ce nouveau mode d'imposition, les sommes à verser se trouvent largement accrues même pour un couple sans enfant. Ce qui fait l'impunité de la loi, c'est d'une part le changement dans le principe : avant on payait un impôt en fonction de la taille de son logement, en avril ce sera en fonction du nombre d'occupants. D'autre part, c'est la somme exorbitante qui est imposée quelle que soit la taille de la famille qui rend la loi révoltante.

Ce nouveau principe suppose également un fichage puisqu'il faut connaître le nombre d'occupants et les déclarer.

### La résistance en Ecosse

Il y a déjà plus d'un an que la « poll-tax » est supposée être appliquée en Ecosse. Ce territoire avait été choisi pour expérimenter la loi. Pour faire passer la pilule, il valait mieux y aller petit à petit, voir les réactions là-bas pour ensuite l'imposer en Angleterre et au Pays de Galles.

Mais historiquement, dans le Royaume-Uni, ce principe de paiement d'impôt est extrêmement impopulaire. Au siècle dernier, une tentative avait déjà été faite et s'était soldée par un échec total ; des révoltes éclatèrent partout dans le pays et la colère fut

telle que l'investigatrice de la loi fut assassinée ! Les Ecossois sont donc les premiers à avoir eu à résister contre la « poll tax ».

« Six mois après l'application de la « poll tax » en Ecosse, 650 000 personnes n'ont toujours pas payé quoi que ce soit. De plus, on estime qu'un demi-million de personnes ont deux mois ou plus de retard dans leurs paiements. Ce qui donne un total de plus de 25% de la population. » (1). Il est difficile de comptabiliser de manière précise, car beaucoup de gens ne renvoient pas les formulaires d'enregistrement, font traîner les choses. Souvent ils ne paient pas non plus les amendes plus qu'onéreuses qu'on les somme de payer parce qu'ils ne se sont pas fait enregistrer ou qu'ils n'ont pas payé. Ce système

d'enregistrement des payeurs supposerait que ceux-ci mettent de la bonne volonté dans leur auto-exploitation. Tout au contraire, les gens n'ont pas participé à la campagne d'Etat et les groupes locaux anti-« poll tax » furent extrêmement dynamiques. Dans les quartiers, les gens ont fréquemment eu l'attitude soit de simplement se renseigner dans leur groupe local soit de s'y investir. Il est très courant dans les villes écossaises de voir collées aux fenêtres des affichettes contre les « poll tax ».

### Plus ça va, moins ça va !

En avril, la loi doit être appliquée en Angleterre et au Pays de Galles. Cette

(suite page 3)



## POINT

Comme des bourgeois scandalisés à la vue d'un « métèque » qui vient de voler trois pommes, nous crions, nous aussi, au voleur ! Nos yeux effrayés cherchent désespérément un commissaire, politique bien sûr, pour porter plainte, mais en vain. Si par hasard nous le trouvions, nous pourrions lui montrer les photos et les

factures de nos bijoux volés qui à la différence de ceux des bourgeois ne sont pas faits en or, tout au plus en cœur.

Nous avions pour nous et à nous la lutte pour la liberté, l'émancipation des hommes et des femmes et, voilà que nos ennemis d'hier ne parlent plus que de liberté, de démocratie et de Droits de l'homme. Pire encore et comme dans un cauchemar éveillé, à leur tour de nous accuser d'être de dangereux totalitaires, oppresseurs et criminels. Dans ce mélange bordélique un principe majeur va trancher et définir qui est concrètement de chaque côté de la barrière oppresseur ou libérateur. Ce principe fût clairement énoncé par le « grand philosophe » Bernard-Henri Levy quand, il dit au sujet des modifications à l'Est : « Je me méfierai des avancées des Droits de l'homme et de la démocratie en URSS tant que l'économie de marché ne sera pas une réalité irréversible... ». Voilà le mot de la chose, le vol de mot existe, il est dangereux pour nous mais très efficace pour le voleur. La défense spectaculaire des Droits de l'homme, produite par la société de la marchandise, s'aliène tous les concepts de justice et de liberté, (jusqu'à l'assimilation évoquée plus haut qui détermine l'équation droits de l'homme = économie de marché), concepts qui faisaient partie de nos drapeaux les plus chéris. De nos jours toute idée d'émancipation, tout projet libérateur, bref toute vision du monde comme perfectible sont énoncés par les voleurs de mot comme un dangereux dérapage totalitaire. Tout changement, pour ces voleurs, ne peut être que vers le pire, c'est la base du réalisme gestionnaire actuel : la réalité « est », il faut la gérer, l'accepter et s'en contenter.

Les images identificatoires de bonheur vantent un bonheur marchand fondé sur l'avoir et sur l'apparence ; cette carotte idéologique marche si bien qu'elle donne l'illusion aux opprimés de faire partie du même club que leurs idéaux performants. Quotidiennement, Alain Minc et Bernard Tapie nous expliquent que la réussite n'est qu'une question individuelle de volonté et de courage. A bon entendre salut, si vous faites régulièrement la queue devant l'A.N.P.E. c'est sûrement de votre faute, par lâcheté et par connerie.

Mais trêve de plaisanterie, la crise idéologique, la crise des systèmes et des théories est belle et bien là, vraie et consistante. Le chemin vers l'enfer est, dit-on, pavé de bonnes intentions. Il ne suffit pas, il ne suffit plus de clamer haut et fort que notre liberté et notre justice ne sont pas les mêmes que celles de ces messieurs-là, faut-il encore avoir le courage concret de se mettre à réfléchir, à imaginer et à construire les nouveaux outils d'une alternative à la société de la marchandise qui, à notre avis, n'est pas encore là.

Souhaitons que les nouvelles pages du Monde Libertaire sachent devenir la tribune et l'agora où les échanges, au plus haut niveau, montreront les pistes à suivre dans l'élaboration de cette alternative. Commencer à la construire c'est déjà la rendre présente ; nous avons, encore, toujours raison de nous révolter.

Edith Chariton - Miguel Benasayag

**Le 1<sup>er</sup> mai 1990,  
la Fédération  
anarchiste organise  
à Paris une grande  
journée de lutte et  
de réflexion  
internationale :**  
- 10 h, Bastille,  
manifestation avec  
délégations de pays  
de l'Est ;  
- 14 h à 22 h,  
à l'AGECA, meeting  
et colloque.  
Lire page 8.

## SOMMAIRE

PAGE 1 : Point de vue, G-B :  
résistance contre le nouvel impôt.  
PAGE 2 : Redécouvrir Henry  
Poulaillie, Amis lecteurs.  
PAGE 3 : Egalité fiscale et égalité  
sociale, Extraditions, Editio.  
PAGE 4 : En bref, Syndicalisme :  
propos printaniers, La fin d'un  
statut ? Livre CGT.  
PAGE 5 : Suisse : plus blanc que  
blanc, Femmes sous la loi  
musulmane, Nicaragua : la  
révolution se meurt.  
PAGE 6 : L'humour, nouvelle  
vertu soviétique, Positions de la  
KAS, L'anarchisme en Grèce.  
PAGE 7 : A propos de la mort de  
Soupault, Programme de RL,  
Forum, Théâtre, Cinéma.  
PAGE 8 : Communiqué, Rendez-  
vous, Parutions, Rencontre  
contre la militarisation, Les anars  
écrivent pour tous.

T 2137 - 777 - 10.00 F



F.P. 2520

**Il est peu concevable que son nom soit quasi systématiquement omis des manuels. Mais peut-être est-ce à son honneur... car il n'en finit pas de troubler les consciences. Son œuvre se situe aux antipodes de la production littéraire habituelle.**

**F**ONDÉE en octobre 1988, l'« Association des amis d'Henry Poullaile » (1) vient de faire paraître le premier « cahier » (2) consacré au chef de file de la littérature prolétarienne. La personnalité de l'écrivain est évoquée dans des articles de Jérôme Radwan (secrétaire de l'association), Robert Brécy, Florence Littré (qui fut la compagne de Poullaile), etc., et dans l'étude de la correspondance entre l'écrivain et Ludovic Massé, Neel Doff ou Heinrich Mann... Un numéro que l'on aurait aimé plus copieux, mais qui est cependant très dense et qui laisse augurer d'autres livraisons d'excellente qualité.

**Pour lutter contre l'oubli**

Les éditions L'Amitié par le livre avaient tenté, il y a une quinzaine d'années, de créer une association destinée à promouvoir l'œuvre de Poullaile et sa conception de la littérature. Le projet avait malheureusement « capoté »... Mais aujourd'hui, près de dix ans après la mort de l'écrivain, l'impérieux besoin de perpétuer son œuvre se fait sentir une nouvelle fois. Il faut s'en féliciter. Si Poullaile, en effet, a été enterré prématurément, de son vivant, par la plupart des « littérateurs » (critiques en tête, mais aussi auteurs ou éditeurs...), il est fort à craindre qu'il ne soit maintenant enterré. Comme le disait Edmond Thomas dans le n° 2 de la revue « Plein Chant » : « devant l'Histoire, Henry Poullaile sera de toute évidence l'homme d'une œuvre bicéphale : il sera d'une part l'auteur d'une grande fresque de la vie ouvrière au début du vingtième siècle, « Le pain quotidien », d'autre part l'inventeur de la littérature prolétarienne.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
 Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

ne française». Que ni le contenu ni surtout le sens de cette œuvre ne soit déformés et nous pourrions nous estimer comblés » (3).

Il suffit de consulter quelques « dictionnaires » de la littérature française, ou quelques ouvrages consacrés aux écrivains des années trente, pour s'apercevoir que Poullaile est victime, aujourd'hui encore, d'un ostracisme qu'il est difficile d'admettre. Au mieux, lorsque son nom est mentionné, il est précisé que Poullaile était un écrivain « populiste », lui qui s'insurgeait justement contre ce courant littéraire, qu'il qualifiait de « bourgeois ». Sa quête de l'« authenticité » lui valut beaucoup d'inimitiés.

Car Poullaile ne jugeait la littérature que selon ce critère : l'authenticité. Orphelin, contraint de travailler dès son plus jeune âge, il se montre très tôt attiré par la lecture et, durant ses heures de liberté, court les boîtes des bouquinistes sur les quais de la Seine, à Paris.

Il est encore enfant lorsqu'il fait la connaissance de militants libertaires qui l'initient aux subtilités de la politique. Il conte cette période de sa vie dans ses romans autobiographiques : *Le pain quotidien* (4), *Les damnés de la terre, Seul dans la vie à quatorze ans* (5). La Première Guerre mondiale le marque douloureusement, et il en reviendra farouchement antimilitariste. Poullaile ne reniera jamais son anarchisme. Il est tout à fait révélateur que le groupe de Saint-Denis de la Fédération anarchiste ait d'ailleurs décidé d'adopter, récemment, le nom de l'écrivain...

**Ni « populiste » ni « récupéré »**

La chance aidant, Poullaile devient ensuite secrétaire aux éditions Grasset. Il peut ainsi publier son premier roman, *Ils étaient quatre* (6), mais surtout venir en aide à des auteurs relatant dans leurs ouvrages les conditions de vie de la classe ouvrière. Giono, C.F. Ramuz, Peisson, et de nombreux autres écrivains, sont révélés au public grâce à ses efforts. En 1930, il exprime dans le *Nouvel Age littéraire* (7) sa conception de la littérature : jusqu'à présent, la plupart des ouvrages s'adressaient à des lecteurs oisifs, fortunés... Les écrivains étaient au service de la bourgeoisie. Il est temps, affirme-t-il, de défendre une littérature issue de la classe ouvrière, une littérature conçue par et pour le peuple, en un mot une littérature prolétarienne. Des auteurs approuvent cette idée et se réunissent autour de lui. Des revues sont publiées... Durant quelques années, un « groupe d'écrivains prolétariens » conduit par Poullaile s'oppose, d'une part aux auteurs « populistes » (d'inspiration bourgeoise, même s'ils mettent le peuple au centre de leurs récits), et d'autre part aux auteurs communistes (rassemblés dans l'

« Associations des écrivains et artistes révolutionnaires », organisation émanant du Parti communiste), qui entendent réduire au silence ces



« contestataires ». Pour parvenir à ce but, tous les moyens sont bons, et les injures fusent en direction des amis de Poullaile... La querelle portera ses fruits, puisque le groupe est rapidement décimé. Lorsque survient la Seconde Guerre mondiale, la littérature prolétarienne, telle que la concevait l'auteur du *Pain quotidien*, est déjà marginalisée...

La paix revenue, Poullaile tente de former un nouveau groupe, lance de nouvelles revues, mais l'échec se confirme, même s'il est à relativiser, puisque des amis lui demeurent fidèles et que de nouveaux auteurs paraissent d'ores et déjà prêts à prendre la relève. Ainsi, Michel Ragon est sans doute l'un de ceux qui assument avec le plus de talent son héritage.

Poullaile fait preuve d'une érudition exceptionnelle : il a publié des ouvrages sur la chanson française, sur les traditions populaires, sur le cinéma, sur Molière (qu'il accuse, comme l'avait fait avant lui Pierre Louÿs, d'avoir signé des œuvres de Corneille), etc. Mais peu à peu l'oubli gagne son nom. Pourtant, la littérature prolétarienne, telle qu'il l'entendait, c'est-à-dire indépendante de toute organisation politique, n'en continue pas moins d'exister. Claire Etcherelli, par exemple, qui reçut le prix Femina pour *Elise ou la vraie vie*, en 1967, s'inscrit dans ce courant...

**Un apport original à la littérature.**

Mais le silence se fait, inexorablement. Et lorsque Henry Poullaile décède, en 1980, rares sont les articles qui retracent sa vie. Il est vrai que beaucoup le croyait mort depuis longtemps !

Un jour, il faudra cependant reconnaître son apport original au sein de la littérature. Poullaile a signé une œuvre

très vaste, mais, s'il convenait d'opérer un choix, deux cycles autobiographiques (qui, en réalité, n'en font qu'un) méritent de retenir l'attention des lecteurs : *Le pain quotidien* (1903-1914 : ce premier cycle n'a toujours pas été publié intégralement) et *Le pain de soldat* (1914-1920).

En tant que chef de file d'un courant littéraire majeur dans l'entre-deux-guerres, il est peu concevable que le nom de Henry Poullaile soit à présent, quasi systématiquement, omis des manuels... Mais finalement, peut-être est-ce à son honneur... car Poullaile n'en finit pas de troubler les consciences. Son œuvre se situe aux antipodes de la production littéraire habituelle.

Poullaile n'a jamais fréquenté les salons littéraires; il n'a jamais adhéré à un parti; en bon anarchiste, il négligeait les récompenses officielles (il abhorrait le système des « prix » remis aux artistes, et

commença sa carrière en créant un prix « sans nom » destiné à ridiculiser cette pratique). Poullaile est un écrivain qui, délibérément, s'est placé en dehors d'une littérature flirtant avec la mode ou le pouvoir.

Aujourd'hui comme hier, ses théories ne peuvent donc prendre qu'à revers les multiples discours sur l'art... La tâche qui incombe à l'« Association des amis d'Henry Poullaile » est ardue. C'est pourquoi, sans hésitations, il convient de l'encourager.

Thierry Maricourt

- 1) « Association des amis d'Henry Poullaile », c/o J.-P. Morel, 85, rue de Reuilly, 75012 Paris (130 F pour l'adhésion, plus 70 F pour le « cahier » n° 1).
- 2) Le prix du « cahier » est fixé à 90 F pour les non-adhérents.
- 3) Edmond Thomas, revue « Plein Chant » n° 2, été 1980 (éd. Plein Chant, 16120 Bassac).
- 4) Le pain quotidien : réédition Grasset, col. « Les Cahiers Rouges », 1986.
- 5) *Seul dans la vie à quatorze ans*, éd. Stock, 1980.
- 6) *Ils étaient quatre*, éd. Le Goût de l'Etre, B.P. n°403, 80004 Amiens cedex (45 F, envoi franco de port), 1986.
- 7) *Nouvel Age littéraire*, réédition Plein Chant, 1986, (120 F).

**AMIS LECTEURS**

La semaine dernière, à notre corps défendant, nous avons pratiqué l'humour. Tout d'abord en affirmant refuser que paraisse un numéro qui n'aurait pas été au point. Ce n'était pas très réussi et nous devons faire appel, une fois de plus, à votre indulgence. Ancienne formule mitigée de nouveautés... oui, mais avec tous les défauts de l'ancienne et de la nouvelle ! La transition difficile, des articles arrivés tardivement, un bouclage périlleux à l'aube après des heures de travail, expliquent les nombreuses imperfections. Un faux-vrai numéro zéro, en quelque sorte !

Mais tournons-nous plutôt vers l'avenir et ce n° 777 qui le préfigure. Vous pourrez constater les modifications que nous y avons apporté : aussi bien à la typographie et à la maquette, qu'à l'organisation des pages. Bien sûr, tout n'est pas parfait, loin de là... et la nouvelle formule se peaufinera au fur et à mesure des parutions. Nous avons cependant essayé de rendre la lecture de notre journal plus attrayante et seuls nos lecteurs pourront dire si nous gagnons notre pari !

Nous espérons ainsi faire oublier l'abandon de la deuxième couleur que certains nous reprochent ou nous reprocheront bien amicalement. Mais n'oublions pas que la restructuration du *Monde Libertaire* est avant tout une nécessité d'ordre financier pour notre organisation. Cette économie de la couleur nous épargne entre 66 000 et 90 000 F par an. Nous devons rééquilibrer les comptes de notre hebdomadaire avant de songer revenir au 12 pages ou à la deuxième couleur.

Autre changement dont nous devons vous faire part : nous avons quitté l'imprimeur qui, depuis une quinzaine d'années, tirait notre journal. Cela pour des raisons d'éthique et de principe... ne facilitant pas, bien entendu, notre tâche d'administrateurs. En effet, l'évolution politique de Roto de Paris et de son gérant devenant telle que nous ne pouvions plus y demeurer sans cautionner l'existence d'un courant de pensée liberticide et prônant l'exclusion sociale.

Au fil des ans, Roto de Paris est devenu le « cocon » de la presse d'extrême-droite en général et du Front national en particulier. Y sont maintenant imprimés *Présent*, *National Hebdo*, *Minute*, ainsi que quelques revues confidentielles de même orientation. De plus, son gérant fait partie du « pool » qui a repris et relancé l'hebdomadaire *Minute*. Nos lecteurs comprendront que nous ne pouvions demeurer « spectateurs » plus longtemps ! Cela explique principalement notre format agrandi qui nous permettra de mieux remplir (harmonieusement, si possible) les colonnes du *Monde Libertaire*.

Les administrateurs.

# Egalité fiscale et égalité sociale

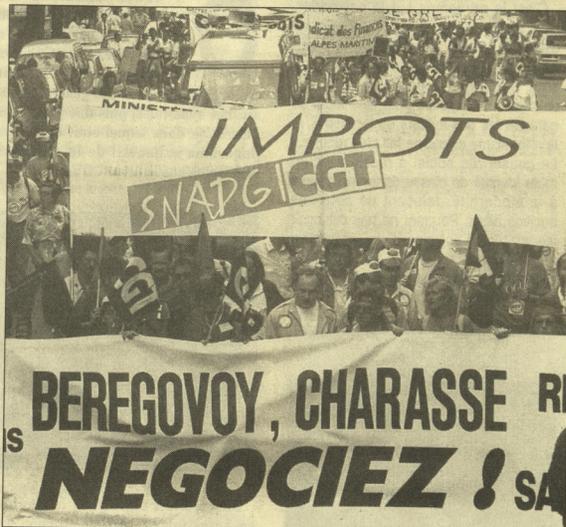
**D**EUX samedis de suite, en février, nous avons reçu sur Radio-Libertaire deux militants de la CGT de la Vie ouvrière pour évoquer les problèmes de la fiscalité en France et des impôts sur le revenu de 1989. Les discussions qui ont eu lieu lors de cette émission nous permettent de vous faire partager les aberrations qui ont été révélées sur la fiscalité.

Tout d'abord, détruisons un mythe, celui de la grève de l'impôt. A moins d'être appliquée par tous, cette grève est une utopie pour l'individu vu l'informatisation et les moyens de contrôle qui sont en place pour contrôler les salariés. En effet, contrairement aux entreprises et aux très gros revenus, on peut considérer - et les agents des impôts ne cessent de le dire - que les salariés sont traqués. Aucune échappatoire n'est possible pour eux. Au départ, rappelons qu'un salarié est contrôlé tous les trois ans, alors qu'une entreprise ou une profession libérale ne l'est que tous les trente ans. Ces chiffres semblent neutres, mais ils le sont moins quand lorsque l'on sait que les redressements ne courent que sur trois ans. Donc une entreprise qui a magouillé pour les impôts pendant 30 ans, après vérification, ne paiera que trois ans d'impôts et les vingt-sept restant passeront à l'as.

Pour un salarié, ça n'est pas la même chanson, tous les trois ans, il paiera. De plus, les agents des impôts qui vérifient les entreprises et les gros revenus, depuis 1985, sont freinés dans leur travail par des mesures du ministère des Finances, donc de l'Etat, qui alourdissent les procédures de vérification et empêchent tout contrôle efficace. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. De 1985 à 1988, le nombre de vérifications d'entreprises a baissé de 49%, alors que le nombre de contrôles des salariés a lui augmenté de 7,8% de 1983 à 1987. De 1983 à 1987, les entreprises ont truané de 1 133 millions de francs. Cela commence à chiffrer et révèle une nouvelle fois l'« égalité » de tous devant l'impôt.

De plus, chaque année, la fraude fiscale est évaluée à 160 milliards de francs. Cette fraude est essentiellement due aux entreprises et aux gros revenus puisque ce sont les seuls qui peuvent efficacement tricher. Si cette fraude était effectivement combattue, cela engendrerait un gain de 7 500 F annuels pour chaque foyer fiscal sur les impôts indirects. Je ne m'étendrai pas sur le chantage qui est fait par les entreprises au moment de payer les redressements, il faut préserver les boîtes qui créent des emplois, j'en passe et des meilleures, alors qu'un salarié n'a pas le temps de respirer que les huissiers déboulent.

Cet article n'a pas pour but de défendre le système de l'impôt, mais bien de démontrer l'implication des inégalités impulsées par l'Etat dans tous ses rouages. Pour preuve, les salaires sont imposés à 13,6%, alors que les revenus de la Bourse ne le sont qu'à 4% ! Bonjour l'entraide. Et la TVA, encaissée par les entreprises en vendant des biens, elle n'est pas toujours reversée à l'Etat et difficilement encaissable. Ce truc, une fois récupéré par l'Etat, est versé aux salariés qu'ils nous versent. Quant à l'Etat, lui, le manque à gagner il le gratte



sur les salariés. Pour preuve, la loi de finances de 1990.

Les budgets se suivent et se ressemblent : moins de fiscalité pour les revenus du capital et le coup de bambou pour ceux du travail. Le gouvernement s'est vanté des énormes réductions d'impôt effectives pour cette année ; elles sont réelles puisqu'elles vont profiter pour l'essentiel aux entreprises. L'impôt sur les salaires va progresser de 7,36% de 89 à 90, alors que les cadeaux aux entreprises et grosses fortunes seront pour la même période de 16 milliards ! Les budgets de ces dernières années ont comme prétexte l'harmonisation européenne dont l'Europe de la Finance.

Cette harmonisation a un coût évalué à 120 milliards. Ce coût sera comblé à la fois par des prélèvements supplémentaires et par une baisse des prestations publiques et sociales, mais pas des dépenses militaires. Cela correspond à un coût moyen de 6000 F par ménage, trois millions de foyers aujourd'hui non

imposables le seront à l'avenir. Décidément, il y en a qui sont plus solidaires que les autres ! Il est prévu une exonération quasi-totale pour les revenus de SICAV, les prélèvements sur les revenus d'obligations seront abaissés de 27% à 17%.

Enrichissez-vous et vous ne paierez plus d'impôts semble être le leitmotiv du budget 90. Tant de justice exacerbe notre amour pour l'Etat français qui, d'un autre côté, pousse les vérificateurs des impôts à blanchir l'argent de la drogue. En effet, dès qu'un trafiquant est arrêté, un inspecteur des impôts est obligé de calculer les bénéfices fait avec ce trafic, de l'imposer et même d'en tirer de la TVA. C'est ubuesque, on en rigolerait presque si ce n'étaient les salariés qui, une fois de plus, payaient les pots cassés.

Philippe Spec  
(groupe Louise-Michel)

## JUSTICE

### Extradition des trois Irlandais

C'est sans ménager de suspens que la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris a rendu un avis favorable à l'extradition vers la RFA de trois militants républicains irlandais : Pauline Drumun, Donagh O'Kane et Patrick Murroy (voir ML n° 775). La Convention européenne pour la suppression du terrorisme s'est appliquée pour la première fois en France, et donne un avant-goût de l'automatisme en matière d'extradition que l'unité européenne implique. Toutefois, la cour a bien voulu considérer comme recevable l'argument de la défense : la loi de 1927 qui proscrit l'extradition en cas de guerre civile ou d'insurrection. Oui mais voilà : l'Allemagne n'est pas l'Irlande du Nord, l'IRA n'est pas en guerre avec l'Allemagne. Le fait que les attentats reprochés aux trois républicains étaient clairement ciblés contre l'armée britannique n'a rien changé aux yeux de la cour.

Cet avis constitue donc un nouveau

rétrécissement des espaces de liberté que notre « démocratie » nous concède, à l'heure où la Cour suprême en Irlande vient, elle, de refuser l'extradition de deux républicains vers l'Irlande du Nord. Pourtant, le gouvernement du Sud ne badine pas dans la lutte antiterroriste et a ratifié également la Convention européenne de 1977. Pour l'heure, les trois Irlandais ont fait appel. En Allemagne, ils risquent probablement l'extradition vers la Grande-Bretagne, même si, théoriquement, le gouvernement français doit donner son accord.

C'est auprès du Premier Ministre qu'il faut maintenant faire campagne. C'est lui qui signera, ou ne signera pas, le décret d'extradition si l'appel est rejeté... Il serait opportun de lui rappeler que, dans l'opposition en 1987, les parlementaires « socialistes » s'étaient opposés à la ratification de la convention européenne de 1977.

Denis Marchand

## EDITORIAL

Aussi prévisible qu'abject : le sous-brigadier Marin, auteur de l'assassinat, la semaine dernière, d'un jeune harki à la Clotat, est déjà libéré. Blanchi pour avoir torturé une jeune Allemande en 1978, inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, l'aimable fonctionnaire Marin a été relâché, le juge Nicole Di Tomaso ayant estimé son maintien en détention inutile à la manifestation de la vérité. Vérité courue d'avance : sur les cinq balles tirées dans le dos d'un homme menotté, deux ont sans doute été distraites, puisqu'elles ont manqué Saad Saoudi : les trois autres furent sans doute consciencieuses, mais en aucun cas « farouches », a jugé la bienveillante magistrature. Aucune outrance verbale ne suffirait à qualifier l'inqualifiable. Mais rassurons-nous : Pierre Joxe vient de proposer un haut commissariat de la police, composé de membres d'associations pour les droits de l'homme, de policiers et de journalistes. Les coupables potentiels de délit de sale gueule respirent...

Alors que le sous-brigadier Marin retrouve l'air libre, quelque 20 000 prisonniers arrachés à leur famille, à leur emploi à la vie, attendent qu'un magistrat daigne ouvrir le dossier. Anormal ? Mais non ! Arpaillage, sentant sa planche de plus en plus savonneuse en ces temps de congrès, réaffirme ses meilleures intentions en matière de détention préventive. Les justiciables respirent, eux aussi...

Autres émois, quant aux monstrueux connards qui se sont surpassés, ces temps-ci, en matière de ratonnades, à coups de flingue ou de bagnole. Inquietant ? Pensez-vous ! Charles Pasqua, champion des droits de l'homme, Zorro de l'antiracisme, ne vient-il pas de se prononcer en faveur d'un Observatoire des crimes racistes ? C'est au tour des familles immigrées de respirer...

Mais le fond de l'air est putride, ces temps-ci.



### Maggie se prend les pieds dans la « poll-tax »

(suite de la une)

politique intérieure, placent madame Thatcher dans une situation extrêmement délicate, car même les conservateurs se retournent contre elle. Un nouveau bras de fer s'engage entre elle et une partie de la population britannique. Madame Thatcher a eu le dessus, jusque là, dans tous les conflits sociaux où elle s'est engagée. Même si elle est extrêmement impopulaire, il s'est construit un mythe autour de cette femme chef d'Etat. Les conflits passés n'ont pourtant manqué ni de virulence ni de force, mais elle ne semble pas s'en être ébranlée puisqu'elle se lance aujourd'hui dans cette lutte. Les groupes anti-« poll tax » comptent bien gagner cette fois-ci.

La faiblesse de la loi, c'est qu'elle suppose que les gens participent à l'enregistrement. L'échec de son application en Ecosse est assez fort pour faire reculer même les membres conservateurs au Parlement. De très nombreuses manifestations ont eu lieu dans les pays et ont rassemblé beaucoup de participants (2), car contrairement aux conflits passés, la « poll tax » s'applique à tous et son iniquité touche un très grand nombre de personnes. En Angleterre et au Pays de Galles, les groupes anti-« poll tax »

savent qu'il ne leur reste que quelques semaines pour manifester leur refus. Des révoltes ont déjà eu lieu dans différents endroits à l'annonce du montant que les habitants auraient à payer (3).

La richesse et la force des groupes locaux est qu'ils sont fédérés et qu'ils organisent donc des actions nationales régulièrement. D'autre part, ces groupes sont communautaires et fonctionnent de manière très libertaire (même s'ils ne se prétendent pas comme tels) dans l'esprit. Ils sont un lieu vivant du quartier, de la lutte. De nombreux groupes anarchistes britanniques ont décidé de s'investir dans cette lutte et travaillent avec les gens de leur quartier à l'échec de la « poll tax ».

Monique Figaro

(1) Extrait de *Counter information*, novembre, décembre, janvier 1989-90. Adresse : Pigeonhole ci, c/o 11 Forth Street Edinburgh, EH1 UK.

(2) Source : *Direct Action*, journal du Direct action movement, section anglaise de FATT.

(3) Source : *Black Flag*, journal de l'Anarchist Black Cross. Adresse : BM Hurricane, London WC 1N 3XX UK.

SYNDICALISME

# Propos printaniers

**A** l'heure où autour du congrès du PS on parle de la désuétude du « modèle travailliste », c'est-à-dire de l'expression parlementaire du mouvement ouvrier organisé, cette constatation est-elle un plus pour le mouvement syndical français ? On se souvient qu'autour de 1975 rocardiens et cédétistes lancèrent, à partir d'Assises nationales pour le socialisme, un concept politique qui allait à contre-pied de ce qu'ils avaient affirmé jusque-là.

Après 68, histoire de gonfler les effectifs, il fallait bon se démarquer à la fois du léninisme et du réformisme. On parlait d'une « troisième voie » ; Edmond Maire évoquait même l'anarcho-syndicalisme de l'âge d'or (béni) ? de la CGT. Tout cela a été rapidement jeté aux orties.

Après avoir œuvré pour un syndicalisme offensif et non inféodé à un quelconque état-major politique, la CFDT (ou plutôt sa direction) a opté pour un regroupement populaire à orientation socialiste (expression brevetée et déposée...).

Le grand pied pour ces gens-là a été 1981 et l'avènement de l'ouragan rose noyé dans des flots de champagne. Depuis — et c'est la même chose pour tous les syndicats — la boussole s'affole. Où va-t-on et pourquoi a-t-on fait tant d'efforts ?

Le problème, dans la tête des politiques de la majorité, est peut-être « dramatiquement » simple : on n'a plus besoin de syndicalistes en France. En Espagne, l'UGT renacle face au PSOE, prenant même la tête de la fronde antigouvernementale ; en Allemagne, l'IG Metall — telle la CFDT aux plus belles heures de l'autogestion — veut réduction du temps de travail et augmentation de salaire.

Le rôle historique dévolu aux syndicalistes divers par nos socialistes tricolores semble arrivé à sa fin. « La CGT, on n'en veut pas ; FO, s'ils persistent, ne valent pas mieux ; la CFDT à quoi servent-ils ? »

En réponse à tout cela, la voie toute tracée semble être un ramasse-tout unitaire de « faire avaler la pilule » qui sera directement redistribuée par l'appareil d'Etat.

### Non rien de rien...

Quand on pense aux Rocard et compagnie qui, en 68, nous regardaient du haut de leur « socialisme scientifique » parlant de classes et de luttes... quand maintenant ils n'ont à la bouche qu'économie de marché et planification nationale ; on se prend à se pincer ! Il n'est plus question de savoir si l'URSS

est dégénérée ou ouvrière ; il est seulement question de mesurer sa « liberté » au nombre des Mac Donald ouverts sur son territoire !

C'est le printemps sur le calendrier, mais sur le champ social il y a nombre d'endroits qui en sont encore à la morte saison. Les dernières grèves d'envergure sont oubliées, certaines ont été directement conduites dans des voies de garages par des avatars du léninisme, et le réformisme même ne fait plus recette... Le consensus social a réussi à diluer toute identité de classe dans une course à la modernité, laissant de côté ses anciens alliés. Pourtant ne pas dissocier les stratégies sociales d'une alternative économique, c'est le B.A. BA de l'école de toute transformation sociale. Mais s'agit-il encore de cela ?

Thierry  
(gr. Pierre-Besnard)

Permanences du secrétariat  
aux Relations Intérieures  
de la F.A. :  
le samedi de 15 h à 17 h  
145, rue Amélot - 75011 Paris  
(M<sup>o</sup> République)  
Tél. (16.1) 48.05.34.08.

FONCTIONNAIRES

# La fin d'un statut

**L** E 15 mars dernier, les fonctionnaires défilèrent de Montparnasse à Palais-Royal sous les bannières de la CGT. Cette manifestation trouvait son prétexte dans le projet Durafour de réforme de la grille des salaires de la fonction publique. L'essentiel de ce projet de réforme vous a été décrit dans le n° 775 de ce journal. Rappelons quand même qu'il n'a pas été signé par la CGT et FO qui représentent 50% des fonctionnaires.

Toutes les autres organisations ont signé et cela a créé d'énormes remous en leur sein puisque sept syndicats de la FEN ont désavoué leur fédération et l'Union des fonctionnaires CFDT s'est faite « allumer » par les fédérations des Finances, des Transports, de l'Équipement et par le SGEN. De toute façon, cet accord a été rejeté par les

personnels dans diverses assemblées générales qui se sont tenues aux Finances, aux PTT, à l'Équipement, la Santé et dans les collectivités territoriales.

L'échec relatif des conflits de ces deux dernières années fait se poser beaucoup de questions, sur l'utilité de la grève, aux fonctionnaires ! Ce qui fait que peu de personnes étaient dans la rue ce 15 mars. Cette manifestation a certes été préparée à la va-vite pour le nombre de personnes qu'elle espérait toucher. Mais la mésentente entre les différentes organisations a aussi fait son œuvre.

La CGT, comme à son habitude, fonce tête baissée et veut être à la pointe de la lutte ; c'est du « agir pour agir », afin de passer pour la plus combative auprès des salariés. FO, qui

n'a pas signé cet accord, ne fait plus parler d'elle depuis cette date. Ce qui exaspère les fonctionnaires, c'est que bien qu'ils ne se tapent plus trop dessus, les syndicats guettent ou se font oublier chacun de leur côté. Il n'y a pas de démarche commune.

Les fonctionnaires savent leur avenir assez trouble. L'accord Durafour, c'est le démantèlement des droits et garanties en matière de rémunération et de carrières, une amplification de la gestion de la pénurie et le renforcement des pouvoirs de la hiérarchie. Depuis deux ans, les fonctionnaires et agents de l'Etat ont montré dans leurs différents secteurs qu'une lutte forte et unitaire était possible. Maintenant contre Durafour, c'est au niveau de la Fonction publique qu'il faut faire la même chose.



LIVRE CGT

# Guerre de succession

**O** N cause beaucoup du Syndicat du Livre CGT en ce moment. D'abord un article dans le *Canard enchaîné* difficilement compréhensible pour des gens hors des arcanes syndicales, puis une page dans *Libération* dans lequel était dressé un panorama exhaustif de la situation syndicale dans le Livre CGT.

Fédération et de ses syndicats. Seuls les congrès sont souverains, et c'est le choix de leurs seuls délégués, de leurs votes, que dépend l'élection des responsables. L'auteur de la note est-il « bien sûr » que l'ingérence ne vient d'autre part que de l'organisation syndicale ? Élémentaire, mon cher Watson !

L'Europe de 93 à la sauce moderniste



Ce qui était écrit dans le *Canard enchaîné* faisait surtout allusion aux finances de la Filpac (ex-Fédération des travailleurs du livre, devenue Fédération du livre et du papier carton après fusion avec ces derniers) qui sont au plus bas tout comme les adhésions ; ce qui serait dû au fait que, selon certains Parisiens, « la politique syndicale menée par la fédération tourne à la catastrophe ».

Grave accusation à un peu plus d'un mois du congrès... Il est vrai que les syndicats parisiens (12 000 adhérents) représentent une force certaine et déterminante et que pour le reste de la Métropole les syndicats du Livre CGT représentent moins sur le terrain (14 000 adhérents). Le conflit Paris-province s'alimente d'une disproportion d'adhérents, mais aussi d'une différence de structures. Ainsi les syndicats de métiers (typographes, correcteurs) existent à Paris tout comme des sections techniques au sein du Syndicat général du livre (rotativistes, photgraveurs, électromécaniciens, départ-poste, auxiliaires, messageries). Ajoutez à cela le SNCTL (Syndicat national des cadres techniques du livre) et le SNEPL (Syndicat national des employés de la presse et du livre) qui bien que domiciliés à Paris ont un champ d'intervention nationale tout en étant à la région Ile-de-France Filpac. Même avec l'organigramme publié dans *Libération*, l'homme de la rue doit s'y tromper... La guerre de succession à la tête de la Fédération CGT des industries du Livre est déjà annoncée comme dure et rude, mais le problème est-il aussi simple que l'opposition entre Parisiens et Bulgares ? (1)

Modernisation et direction reconnue de la place du Colonel-Fabien ne sont pas partagées en bloc par tous les éléments de l'organigramme...

Mais ce qui est plus important à souligner, c'est le coup de force du 24 janvier dernier. Alors que c'est le congrès du mois d'avril qui doit désigner le secrétaire de la Filpac, le secrétariat sortant a « proposé » dans une déclaration commune CGT-Filpac (c'est-à-dire entérinée par Krasucki) un nom (peu importe lequel) !

Comme il était écrit dans une note interne aux syndicats du Livre, « il y a eu ingérence de la CGT dans les responsabilités internes de notre

et capitaliste redoute les « bastions » tels que ceux de la CGT du livre. Espérons que les luttes internes pour la prise du pouvoir à la Filpac ne détruiront pas l'organisation (ou ce qu'il en reste) de l'intérieur. Ce n'est pas pour ce but que nos anciens avaient construit la Confédération générale du travail.

### Sitting Bull

(1) Selon les initiés, l'appellation « Bulgares » est incomplète. La citation complète serait « hétérophiles bulgares », mot plaisant désignant la direction du PC bulgare, il y a quelque temps. Ceux-ci ayant la réputation d'en faire toujours plus pour Moscou...

# EN BREF

### PRESSE

Le n° 84 d'IRL vient de paraître. Au sommaire :  
- Y a-t-il un avenir radieux ?  
- Introduction à un réel et fragile consensus libertaire.  
- Otto Gross, une tragédie de la modernité,  
- Le baiser de la femme anarchiste,  
- Est-infos, etc.  
En vente à la librairie du Monde libertaire.

### SOUTIEN

L'OCL (Organisation communiste libertaire) de Champigny vous invite à participer le samedi 7 avril, à partir de 19 h, à une soirée de soutien à *Courant alternatif*. Les bénéfices de cette fête alimenteront la souscription à « CA dans tous les kiosques ».  
Le lieu : salle Codeloy à Choisy-le-Roi.  
Au programme : buffet campagnard, musique et bonne humeur, avec en alternance : Terroir caisse (folk's dance), L.C.'s Band (rock, rythm'n blues).  
Entrée 80 F (50 F pour les chômeurs et précaires); Réservation possible par chèque à l'ordre de Marc Alizaz.  
Ruptures, BP 1, 94501 Champigny cedex. Ruptures est d'ailleurs un journal auquel vous pouvez vous abonner au prix de 90 F.

NICARAGUA

# La révolution se meurt

Il y a dix ans au Nicaragua, commença une révolution originale. Le premier acte de cette révolution fut d'abolir la peine de mort, alors que l'armée de Somoza venait de massacrer 40 000 Nicaraguayens. Jamais aucune révolution n'avait fait cela. Les Sandinistes avaient aussi des idées sur l'enfermement. Ils créèrent des prisons ouvertes qui permettaient aux délinquants de se réinsérer en apprenant un métier en symbiose avec la population, et la petite délinquance avait quasiment disparue du fait du travail de prévention des comités de quartier. Les traitements par électrochocs furent bannis des asiles de malades mentaux, ainsi que progressivement les traitements chimiques, remplacés par la thérapie de groupe. Plus connues furent les réalisations suivantes, incroyables en Amérique latine : alphabétisation totale, réforme agraire, mouvement coopératif puissant, droits des travailleurs, système de santé remarquable organisé par les citoyens, distribution d'armes au peuple.

Quant à la soi-disante dictature, l'état d'urgence n'a jamais frappé que les partis politiques soutenant ouvertement la Contra, ce qui ne rend pas ces mesures admissibles tant que ces partis n'avaient pas tourné leurs armes contre la révolution. Quant au marxisme-léninisme, il n'a jamais concerné que certains courants castristes du FSLN, qui se voulaient avant tout sandinistes. Et c'est là une des sources de l'échec. En effet, le

FSLN avait transformé les réflexions, comme toute pragmatiques de Sandino en une idéologie conductrice.

Le FSLN n'a obtenu « que » 40% des voix à l'assemblée législative et n'a conservé qu'une seule grande ville, Leon, parce que nombre de travailleurs nicaraguayens en avaient assez de se contenter d'un bol de riz quotidien. Le FSLN n'a présenté aucun projet social d'envergure à ces élections et s'est contenté du thème « Paix et Nicaragua uni ». Or l'UNO de Violeta Chamorro apportait immédiatement la paix avec la Contra, soutenue elle aussi par les Etats-Unis, écartait la menace des massacres à la panaméenne et faisait miroiter l'aide économique yankee.

## Le mirage social-démocrate

En 1988, le gouvernement sandiniste avait adopté un plan monétariste pour juguler une inflation d'environ 3 000 %, tombée à 200 à en juin 1989.

Depuis 1989, le seul thème économique et social du gouvernement fut le développement de l'économie mixte, avec toutes ses tares, comme les intermédiaires spéculateurs et les grandes exploitations agro-exportatrices. Qui pourrait encore penser que le marché réalise le bien-être du peuple dans un ordre capitaliste ? Les sociaux-démocrates. Or, le FSLN avait le statut d'observateur dans l'Internationale socialiste. Daniel Ortega, membre de la

l'alliance avec la bourgeoisie exilée en 1979, a fait la tournée des social-démocraties européennes en 1989 pour trouver des fonds, depuis le lâchage progressif des pays de l'Est. Seule la Suède lui avait consenti des fonds d'un montant honorable.

La social-démocratie a laissé les républicains espagnols se faire exterminer par les franquistes, car elle ne voulait pas d'une révolution autogestionnaire en Europe. Blum a envoyé la marine française dans le port de Barcelone pour menacer les anarchistes pendant les journées de mai 1937. Les républicains, y compris

démobilisée, alors qu'elle se battait en principe pour des élections libres. Enfin, il est certain que les Etats-Unis ne laisseront jamais le FSLN reprendre le pouvoir.

Nous ne tomberons pas dans la problématique des médias bourgeois français qui associent catastrophe économique et mauvaise gestion sandiniste. D'abord parce que la guerre menée par les Etats-Unis est la cause de 80 % des difficultés économiques du Nicaragua. Ensuite parce que cette catastrophe économique et cet échec électoral démontrent que pour réussir une révolution, il ne convient pas de

gérer le capitalisme et l'Etat, mais de les détruire et de construire de nouvelles structures. L'autre leçon à tirer pour nous est relative à l'attitude de la social-démocratie, héritière de Noske : une révolution libertaire aura autant de difficultés au niveau des agressions extérieures qu'une révolution en demi-teinte, et n'aura aucun soutien des sociaux-démocrates, mais elle sera mieux assurée de conserver le soutien du peuple.

Xavier Merville  
(groupe Carlo-Caffero)



## FEMMES Sous la loi musulmane

Iran : 6 femmes sont lapidées pour adultère (*Libération* du 1. 08. 89)

Algérie : les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre s'est tenue une première rencontre nationale des femmes à Alger ; elles ont adopté une plate-forme minimale d'action pour lutter contre : le Code de la famille, les discriminations dans les domaines du travail, de l'enseignement, de la justice et contre les violences quotidiennes qui peuvent aller jusqu'au meurtre.

Turquie : le 22 janvier 1990, les femmes turques et kurdes lancent un appel contre la décision de la cour suprême qui vient de décider que les peines de justice encourues par les violeurs seraient réduites des deux-tiers lorsque le viol concerne une « femme prostituée » (article 438).

Irak : dans *Libération* du 13 mars et *Le Monde* du 14, on apprend qu'un décret adopté par le Conseil du commandement révolutionnaire stipule : « Tout Irakien qui tue avec préméditation sa propre mère, sa fille, sa sœur ou sa cousine, sa tante ou sa nièce du côté paternel coupables d'adultère ne sera plus poursuivi. »

Ceux qui assassineront les amants de leurs proches en dehors de la maison familiale ne seront plus condamnés à la peine capitale. Ceci pour protéger la société du vice et à encourager la vertu et la moralité. On constate donc la légalisation d'une société à deux vitesses. Puisque les hommes sont incapables de maîtriser leur sexualité, (normal !) il faut un corps de « femmes vertueuses » qu'on engrosse à couilles rabattues et un corps de « femmes prostituées » qu'on viole à couilles rabattues, celles qui dérogent on les tue.

Obscène, abjecte, non ce que j'écris, mais ce qui ose se mettre en place à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et ce n'est que la partie visible de l'iceberg !

On constate avec colère et consternation que les femmes sont toujours les premières victimes du recul des forces laïques au profit des intégrismes de tout poil et toutes confessions. Dans ce pays des hommes et des femmes luttent au péril de leur vie, de leur liberté ne les oublions pas. Une solidarité internationale est indispensable, envoyez lettres et télégrammes d'indignation aux ambassades concernées (1).

Nelly (Groupe du XI<sup>e</sup>)

(1) Contacts utiles : l'« Eveil » (groupe de femmes iraniennes), 8, rue Prost, 75011 Paris et « ATT » (groupe de femmes turques et kurdes), 67, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

nombre d'anarchistes, avaient alors arrêté le développement de la révolution pour séduire la social-démocratie internationale. Mais celle-ci ne leur a pas donné une seule arme, ni même une aide consistante. Les sandinistes acculés ont commis la même erreur, d'autant plus facilement que les réflexions de Sandino ne leur ont pas donné de projet de société cohérent.

## L'hétéroclisme au pouvoir

Une coalition hétéroclite, composée de partis bourgeois, racistes et marxistes-léninistes, vient donc de prendre le pouvoir. Cette étrange coalition ne pouvait que ratisser large en rassemblant les mécontents de tous bords. En France, la presse bourgeoise, souvent malhonnête, comme *Libération*, se pâme devant l'espoir retrouvé des patrons nicaraguayens. On peut se demander quelle sera l'attitude de la CGT, syndicat contrôlé par le PSN et le PCdn, partis marxistes-léninistes, membres de la coalition soutenant Chamorro, face à l'offensive patronale. Ce syndicat avait lancé des grèves dures, dans le secteur de la construction notamment, sur la question salariale. L'aile fasciste de cette coalition a déclaré vouloir régler ses comptes avec le FSLN, ce qui signifie en termes clairs la création d'escadrons de la mort. Quant à la Contra, elle n'est toujours pas

## SUISSE Plus blanc que blanc

EN France, il y a quelques semaines, a éclaté le scandale du fichage de la population par les Renseignements généraux et autres services répressifs de l'Etat français. La Suisse est touchée à son tour par ce type de problèmes, qui s'ajoutent à d'autres.

Le canton de Genève a fiché 150 000 Suisses, les listes ont été purgées, mais il reste encore 41 350 noms. Selon Bernard Ziegler, président du département de la Justice et de la Police, cet index informatisé serait un abus au plan confédéral. Pour lui, il n'y a pas de police politique cantonale mais ses agents, au nombre de 23 d'entre eux, collaboraient avec la police confédérale. M. Ziegler a affirmé cesser toute collaboration sur ce plan avec les autorités de Berne. Toutefois, il n'est pas question de cesser toute activité. Au lieu de traquer les manifestants ou les abonnés à des revues de gauche et d'extrême gauche, il s'occupera des activités « réellement » dangereuses, comme le terrorisme.

Ce service avait été créé au début du siècle, c'était le « service anarchiste », qui en 1930 comptait 10 000 dossiers. Rebaptisé « service politique » il ficha les communistes pendant la guerre froide. Dans les années soixante, avec 150 000 dossiers, un habitant du canton sur deux

sera fiché. A ce jour, il reste donc 41 350 noms qui concernent le contre-espionnage, le terrorisme, les affaires diplomatiques et le blanchiment d'« argent sale ».

Quand on parle de blanchiment, on pense immédiatement à l'affaire Kopp. Mme Kopp, ex-ministre de la Justice, avait prévenu son mari qu'une société qu'il dirigeait était surveillée en raison de ses activités touchant aux narco-dollars et au financement de la « Contra » anti-sandiniste. Bien entendu, l'affaire a été étouffée et Mme Kopp relaxée. Avec la chute du communisme à l'Est, peut-être que la Suisse comme les Etats-Unis vont devoir se tourner vers une autre source de préoccupation telle la drogue ? Un spectre chassant l'autre.

Les Suisses ont récemment appris que, depuis 1976, une armée secrète forte de 2 000 hommes avait été mise sur pied en vue de résister à une invasion éventuelle du pays. On peut raisonnablement penser qu'elle pourrait servir à réprimer des mouvements sociaux. La Suisse c'est beau, propre, argenté, alors tout le monde doit avoir le doigt sur la couture du pantalon.

Philippe Spec

GRECE

# Historique de l'anarchisme

**Un militant de l'ABC dresse un rapide panorama du mouvement anarchiste hellénique pour le Monde Libertaire**

Le mouvement anarchiste a commencé vers 1850. Avant cela, il y eut un mouvement de contestation radical illustré par des communautés autonomes, des luttes de paysans contre le pouvoir central et l'expérience d'une commune dans la cité des Narpion ; deux ans avant la Commune de Paris. Durant cette révolte, une Communarde fut remarquée, puis jugée : ce fut la première femme condamnée à mort pour des raisons politiques.

Peu à peu, sont arrivés en Grèce des réfugiés : Italiens, Français et Polonais véhiculant des idées anarchistes qui ont influencé les Grecs. Dans les régions de Volos, en Grèce centrale, à Pyrgos et Patras dans le Péloponèse, se formèrent les premiers noyaux anarchistes.

En 1890, des journaux anarchistes apparaissent et demeurent jusqu'en 1920-1925. Le mouvement prend un caractère anarcho-sindicaliste, sans se référer à ce terme même. Il y a aussi des anarchistes individualistes préférant la

propagande par le fait (des bombes explosent à Salonique). La pensée anarcho-communiste s'affirme elle aussi.

## Les rapports avec le mouvement ouvrier

En 1918 se crée le Parti socialiste ouvrier grec (PSOG). Deux années plus tard, il prend le nom de Parti communiste grec (PCG) affilié à la III<sup>e</sup> Internationale. Les anarchistes s'y opposent tant au niveau des actions que des idées propagées : beaucoup de cadres et d'ouvriers du PCG quittent ce parti sous l'influence des anarchistes pour les rejoindre dans la lutte.

En 1922, lors de la guerre avec la Turquie, plusieurs milliers de personnes se réfugient en Grèce... Le chômage augmente, de nombreuses personnes restent sans domicile. Le PC grec prend la défense des ouvriers grecs contre l'entrée massive de réfugiés turcs et grecs venus d'Asie. Les anarchistes ne pouvant jouer ce rôle nationaliste perdent du terrain et de l'influence dans le mouvement ouvrier...

Les anarchistes sont présents dans les luttes jusqu'en 1936, entre autres lors de la grande grève des ouvriers de Salonique, où ils sont en première ligne...

La dictature de Métafas commence en août 1936 : les communistes et les

anarchistes sont déclarés hors-la-loi. Peu nombreux, les anarchistes sont incarcérés ou partent pour les Etats-Unis; d'autres iront se battre en Espagne aux côtés de la FAI et de la CNT.

1940 : la guerre. 1941 : invasion du pays par les nazis. Une résistance s'organise, dirigée par des staliniens qui exécutent résistants trotskistes et anarchistes (plus de 200 personnes seront ainsi abattues). Après la guerre civile, d'autres iront se réfugier en URSS où, là aussi, ils seront déportés en camp ou exécutés. Jusqu'en 1970, il ne restait que très peu d'anarchistes, isolés et non organisés.

## Nouveau printemps

Sous l'influence de mai 68, du printemps tchèque et du retour des étudiants grecs partis étudier à l'étranger, les idées anarchistes et un mouvement libertaire réapparaissent. En 1973, avec l'occupation de l'Ecole Polytechnique, les premiers slogans anarchistes sont remarqués sur les murs : « A bas l'Etat », « A bas le Capital ». Les étudiants seront dénoncés par les communistes et les tenants de la dictature comme... provocateurs !

A cette même époque, quelques groupes anarchistes se constituent pour lutter contre la dictature : des engins

explosifs détruiront des installations militaires. Le groupe « Solstice » est recherché par la police. Deux militants seront condamnés, puis libérés à la chute du régime en 1974.

Après la dictature, plusieurs librairies anarchistes et une maison d'édition ouvrent leur porte. La propagande reprend et, en 1976, une vingtaine de militants anarchistes participent et gagnent la sympathie des ouvriers du bâtiment en lutte. Ce furent les premiers affrontements directs avec la police. Des militants anarchistes seront arrêtés et condamnés à quelques mois de prison pour avoir lancé des cocktails molotov. La nécessité de s'organiser pour se défendre et agir se fait jour.

1979 : les anarchistes se regroupent autour des librairies, par quartier à Athènes : Kolonos, Patissia au Pirée, et dans le reste de la Grèce à Pyrgos, à Salonique. Les anarchistes participent aux mouvements ouvriers et étudiants.

1980 : au Pirée, une trentaine d'anarchistes créent la première « maison culturelle »... Une dizaine de groupes de la région d'Athènes pensent fonder une fédération anarchiste : ils créent un Groupement pour la fondation d'une fédération anarchiste (GFFA). Cette initiative échoue partiellement et des querelles vont à l'encontre du projet d'union des anarchistes.

## Aujourd'hui... les anars

En octobre 1981, le PASOK (PS grec) arrive au pouvoir. Trois squatts existent à Athènes et une centaine d'anarchistes et d'alternatifs radicaux y participent. En décembre, les « forces de l'ordre » attaquent un des squatts et arrêtent une vingtaine de personnes. Elles seront condamnées à deux ans de prison et feront appel, puis seront libérées en août 1982.

Des groupes anarcho-sindicalistes se créent, comme le Syndicat des ouvriers marins Durruti, regroupant une vingtaine de marins et de dockers. En 1988 et 1989, les groupes anarchistes membres ou non de l'Union des anarchistes continuent la propagande et participent aux mouvements ouvriers et étudiants. Leurs luttes : ne pas laisser de fichage informatique individuel se mettre en place, dénoncer le fascisme du PASOK (PS grec) et de ND (Nouvelle Démocratie), lutter contre la militarisation de la société « justifiée » par la menace turque, mener des campagnes abstentionnistes, organiser la propagande et des meetings pour une société libertaire.

Propos recueillis par Bernard (gr. « Humeurs noires »)

## RENAISSANCE DE L'ANARCHISME EN URSS (5)

# L'humour, nouvelle vertu

ETONNANT ! La déclaration d'indépendance de l'assemblée lituanienne, tout juste élue, n'a pas provoqué de levée de boucliers à Moscou. Egor Ligatchev, le chef de file des conservateurs, en regardant sa montre, a même déclaré que « tout se réglait de façon pacifique », avant d'ajouter, pince-sans-rire : « Excusez-moi, j'ai une réunion du politburo, et ils sont peut-être en train de m'expulser sans que je le sache ! » Poursuivant cette tendance humoristique nouvelle - tout aussi bien venue qu'inattendue - les juristes de Gorbatchev ont concocté une nouvelle constitution du pays, copiée en tous points sur celles des Etats-Unis et de la France gaulliste de 1959 ! Gorby jouant au Grand Charles ! Il y a de quoi pouffer de rire, si cela ne se passait pas dans un Empire où, il n'y a pas si longtemps, se moquer des autorités et des idoles du parti pouvait valoir des années de camp et même - sous Staline - le poteau ! A tout prendre, il vaut mieux se fendre la pipe que le crâne !

Gorby s'est donc fait élire président pour cinq ans, laps de temps qu'il compte mettre à profit pour régler les problèmes - qui sont légion - en suspens. Soulignons aussi l'importance des élections aux soviets locaux, dont le second tour du 18 mars sera décisif pour renouveler le personnel administratif et municipal du pays; peut-être qu'ainsi l'onde de la perestroïka va-t-elle atteindre la base et que quelque chose va changer dans la vie de tous les jours, préoccupation essentielle des Soviétiques ?

Des membres de la KAS, candidats aux soviets municipaux de Moscou et de Kharkov, semblent bien placés pour

être élus prochainement. Leur candidature n'a pas fait l'unanimité parmi les compagnons du pays ; la discussion porte sur la définition et le rôle de ces soviets locaux, leur responsabilité devant les mandants, leur pouvoir réel, etc. D'ailleurs, la KAS a décidé de convoquer un congrès extraordinaire - son instance suprême - pour le 24 mars prochain, afin de définir son attitude face au nouveau régime présidentieliste et aux résultats des élections.

## Réveil de la presse libertaire

Signalons que la presse libertaire continue de se développer en URSS, bien entendu non officiellement, mais nous avons actuellement la revue

*Obchtchina* (le n° 38 a paru), *Volia* (signifiant à la fois *Volonté* et *Liberté*) (deux numéros parus en 1989), *Kangourou* (organe de la jeunesse estudiantine anarchiste), tous trois à Moscou ; *Golos anarkhii* (*la Voix de l'Anarchie*), à Léningrad (nous avons reçu deux numéros) ; *Nabat* à Kharkov, *Tchassnoje liiso* (*Figure personnelle*), à Nijny Novgorod, *Tchernoje znamia* (*le Drapeau noir*), à Léningrad ; ainsi que des feuilles d'information à Irkoutsk et à Novtcherkassk. Les idées libertaires renaissent et, tel un feu de brousse, se répandent à travers tout le pays ; terrain, il est vrai, on ne peut plus favorable, après plus de 70 ans de pensée dirigée et de désert de libertés. Saluons cet éveil et souhaitons-lui bonne chance et longue route.

Alexandre Skirda



Manifestation du 25 février 1990, Moscou (photo V. Naoumov et E. Rabache).

## POSITIONS

# La Confédération anarcho-sindicaliste

Organisation politique indépendante de type non-parti, la KAS prend position pour :

- des soviets sans-parti, dont les députés voteront selon les indications des électeurs et non sur la base de décisions de partis ;
- une législation populaire directe, avec adoption de toutes les décisions et lois importantes à partir de référendums ;
- la création de syndicats et mouvements sociaux indépendants, hors de tout contrôle de la bureaucratie d'Etat et de parti ;
- le transfert des moyens de production à la disposition entière des collectifs ouvriers qui y travaillent ;
- la liquidation des ministères et des organes de planification dirigiste parasitaires, pour leur remplacement par des associations volontaires des entreprises, par régions et par branches, ainsi que par des centres d'études économiques de recensement des besoins du marché ;
- l'aménagement fédéraliste de la société, afin que chaque collectif, région ou ville, puisse décider seul de ses affaires intérieures, sans intervention du gouvernement et du parti, et que la compétence des organes de direction soit déterminée par l'accord des organisations fédérées ;
- la garantie réelle des droits fondamentaux de chaque individu et de toute union sociale, auxquels ne pourront attenter aucun organe de pouvoir d'Etat ;
- la suppression de la propriété de l'Etat sur la vie humaine ; la suppression de la peine de mort, du régime de passeport intérieur (obligatoire actuellement, NdT), et de toutes formes de travail forcé ;
- l'égalité de droits de toutes les organisations sociales d'URSS ;
- la KAS ne lutte pas pour la conquête du pouvoir, mais cherche à atteindre ses objectifs par la propagande de ses convictions anarcho-sindicalistes, par le soutien et la création d'unions sociales indépendantes, par la participation personnelle de ses membres dans les mouvements sociaux et dans les actions de masse des travailleurs.

A la KAS, il n'y a pas d'organes centraux, ni d'appareil bureaucratique, le principe du centralisme « démocratique » est rejeté. Le seul organe suprême est le congrès. Les organisations des villes sont totalement autonomes et élaborent leur activité en accord avec le programme de la KAS, en tenant compte de la situation locale. A la KAS, la minorité peut ne pas appliquer les décisions de la majorité, mais a l'obligation de ne pas s'opposer à leur application par d'autres. Les assemblées et le congrès aspirent à l'obtention d'un consensus.

La KAS lutte dans la perspective d'une société socialiste sans Etat, fondée sur le principe de l'entière propriété des travailleurs sur le produit de leur travail, sur le principe de l'autogestion, de la démilitarisation et de l'absence de partis.

Journal *Viola* (*la Volonté*) n°1, 1er août 1989, de la KAS à Moscou.

P H n E s C

quelques an la fouge d sagement t Cocteau, Cé Il vilipendé boîte des po tout l'art qui — donc s'ap la Révoluti incessante vierges de l notre cons demeurait su souvent revr même éité maréage n prononcé po l'artiste par

F

« Le sy certes un pour les est moins Mais l'in processus à la puiss réfléchir besoins so Cette no dans l'op publier un à 1987. O Cette Po retrouver clandestin Vous pou des « Cahis 24 mars, à rue Amélor

« L

B OBIGNY, nous si salle tré cents specta intimité de ruc coup, silence, l : la salle, imm de fauteuils rou nous. Nous s scène et, face Deux acteurs, fauteuils — de minuscules et dans ces espa regardent et no C'est ainsi qu » auquel nous et Jean-Françoi des questions assaillent tout réfléchir à sa penser la matiè l'infiniment gra Voyage aussi tant les deux m équipe ont de r — autant que l pour nous surp nous entraîner c ils vieux de deu priori peu propic

LITTÉRATURE

# A propos de la mort de Soupault

**P**HILIPPE Soupault, l'un des membres fondateurs, avec Breton, du mouvement surréaliste, vient de mourir. On l'avait vu sur FR3, il y a quelques années. N'ayant rien perdu de la fougue de sa jeunesse, il vociférait sagement contre l'armée, la religion, Cocteau, Céline...

Il vilipendait l'art institutionnalisé à la botte des pouvoirs. Haïssant par-dessus tout l'art qui se répète, l'art qui se recopie — donc s'appauvrit —, il prônait comme la Révolution surréaliste l'avancée incessante dans les vastes terrains vierges de l'inconscient, réservoir de notre conscience. Politiquement, il demeurait sur sa réserve, ce qu'on lui a souvent reproché, ce qui lui a tout de même évité l'enlèvement dans le mirage-marécage marxiste. Il s'est toujours prononcé pour l'indépendance totale de l'artiste par rapport à toute idéologie.

Cela ne l'empêchait pas, je le répète, d'avoir des prises de position nettes et claires : antifascisme, anticléricalisme, anti-autoritarisme...

D'autre part, il détestait et méprisait volontiers la bourgeoisie dont il était issu. Dans ses actes, il est resté fidèle à ses engagements ; c'est grâce à un petit héritage de sa famille que la revue *Littérature*, qui marquera les débuts de sa collaboration avec Breton et Aragon, est fondée. Revue dont il sera absent du premier numéro (1), s'étant désisté en faveur d'autres auteurs selon sa modestie coutumière. Soupault était contre le mythe de l'artiste narcissique qui se repaît sans cesse de son image et de son art. Quand on lui citait ses poèmes, il avouait un désintérêt pour toutes choses passées...

Soupault était aussi le moins égotique (avec Benjamin Péret) de tous les poètes surréalistes. Ses poèmes

empruntent souvent à la tradition populaire : contines, chants, maximes... qu'il détournait à sa manière : fantaisiste, ironique, et aussi mordante.

Philippe Soupault était un esprit en liberté, voile noire voguant au gré des courants sur la mer des mots : plante sauvage, une des rares, fièrement campée jusqu'à la fin, au milieu des artichauts et des navets gavés et asphyxiés par l'engrais du show-biz et de l'Etat, le fric.

A l'égal de Benjamin Péret, Antonin Artaud, Desnos... il n'a jamais renié ses idéaux ni son art comme l'ont fait Eluard, Aragon, qui bien que brillants à leurs débuts, ont lamentablement chu sur leur fin (comme si un idéal de liberté accompagnait les plus hautes expressions de l'art, et qu'une fois cet idéal abandonné, la muse inspiratrice, dégoûtée, quittait les renégats !).

Philippe Soupault, poète maudit ? Non ! Simplement un artiste qui inspire le respect par sa discrétion, son indépendance, son idéal de liberté mais aussi son art parfaitement maîtrisé. Mais des artistes de cette trempe sont devenus tellement rares qu'on peut hisser Soupault au rang d'exemple.

Il n'est pas inutile de rappeler à l'occasion de ce décès le « message surréaliste » que défendait Soupault et ses compagnons et que l'on pourrait traduire schématiquement par : « changer le monde », c'est aussi changer les mots, réinventer sans cesse les slogans, dégraisser les vieilles formules et ainsi revitaliser la révolte et la révolution, re-nerver un militantisme bien mal en point. L'habitude entraîne l'ennui, puis la lassitude, puis le désintérêt.

C'est la dernière « déclaration » que nous laisse Soupault, dans ses *Condolances* prémonitoires dont on regrette seulement qu'elles soient de circonstance.

J.-F. Lymphâm

(1) Et qu'il quittera d'ailleurs dès le troisième numéro !

## Condolances

**Surtout ne pas revenir en arrière les regrets sont des anémones qui n'attendent que le remords Je préfère les étoiles fidèles et silencieuses et souveraines qui sont les regards de la nuit Et les fleurs de mes meilleurs rêves Doucement comme les loups j'explore le domaine de chaque jour et je découvre l'inconnu je suis sans pitié pour ce qui est identique le pas à pas et le pas dans le pas mais quelqu'un chante une rengaine toujours plus loin de moi-même toujours le même**

Philippe Soupault

## Forum de la librairie

**« Le système pluripartiste de la démocratie parlementaire est certes un paradis, mais pour les politiciens professionnels et non pour les simples gens, qui y sont toujours aliénés. Cette aliénation est moins grande que dans le système du parti unique, c'est vrai ! Mais l'influence d'un seul vote, tous les quatre ans, sur les processus sociaux importants est si peu significative. Comparée à la puissance de l'« establishment » des partis, qu'il vaut la peine de réfléchir à des formes politiques plus adaptées à la réalisation des besoins sociaux de l'homme ordinaire... »**

Cette note écrite par Leszek Nowak illustre bien la teneur des débats dans l'opposition polonaise. Les éditions Spartacus viennent de publier une anthologie de la presse de Solidarité combattante, de 1960 à 1987. On y retrouve toute une décennie de luttes et de discussions.

Cette Pologne, qui est très loin de celle de M. Walesa, vous pourrez la retrouver dans cet ouvrage : *Pologne : chroniques d'une société clandestine*.

Vous pourrez également rencontrer Frédéric Gold Braun, animateur des « Cahiers Spartacus », pour discuter de cette anthologie le samedi 24 mars, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, située au 145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>e</sup> République).

## THEATRE

### « La nature des choses »

**B**OBIGNY, Maison de la Culture : nous sommes dans une petite salle très escarpée, deux à trois cents spectateurs serrés dans une intimité de ruche bourdonnante. Tout à coup, silence, le rideau se lève, et... rires : la salle, immense avec ses centaines de fauteuils rouges et bleus, est devant nous. Nous sommes installés sur la scène et, face à nous, c'est l'univers. Deux acteurs, habillés — comme les fauteuils — de rouge et de bleu, atomes minuscules et presque indiscernables dans ces espaces interstellaires, nous regardent et nous parlent.

C'est ainsi que commence le « voyage » auquel nous convient Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret. Voyage au pays des questions et des doutes, celles qui assaillent tout homme qui commence à réfléchir à sa position dans l'avenir, à penser la matière et le vide, à imaginer l'infiniment grand et l'infiniment petit. Voyage aussi au pays des merveilles, tant les deux metteurs en scène et leur équipe ont de ressources et de malices — autant que la nature elle-même ! — pour nous surprendre, nous charmer et nous entraîner dans des propos, fussent-ils vieux de deux mille ans au moins, et a priori peu propices au théâtre.

Le texte « La nature des choses », est un long poème de Lucrèce (premier siècle avant Jésus-Christ). On l'entend, parfois ; on le sent, souvent ; on le voit, toujours. Pour en donner toute la substance, bien au-delà des mots, Jourdeuil et Peyret ont réuni des « acteurs » venus de tous horizons : une danseuse, Lila Green ; une chanteuse, Françoise Degeorges ; un musicien, Philippe Hersant ; des couleurs et des forces que l'on doit à Tatina Maselli, peintre ; des lumières, réalisées par Hervé Audibert ; des comédiens enfin, André Wilms, Jorge Silva Melo, Benoît Régent. Tous excellents à produire du sens, et on se surprend tout à coup à saisir pêle-mêle la vitesse de la lumière, les trous noirs, la force et la beauté, l'intelligence de la poésie, l'humour d'un savant ou la naïveté du philosophe. Un vrai feu d'artifices pour nos neurones !

Comme l'écrivent les deux metteurs en scène : « Lucrèce oblige à ouvrir grandes les portes sur l'univers, fouille le visible avec l'invisible, et nous invite à inventer autre chose que nos vieillottes dramaturgies : dialogues, famille, patrie, etc... »

On pourrait les taxer d'intellectuels, ils

le sont : Jean-François Peyret enseigne la littérature comparée, Jean Jourdeuil la dramaturgie. Ils savent de quoi ils parlent et comment le faire, et c'est tant mieux pour nous. On pourrait au contraire les accuser de passer les textes dont ils s'occupent - avant Shakespeare, Jean-Jacques Rousseau, Montaigne, et bien d'autres - dans leur moulinette personnelle : c'est exactement ce qu'ils font. Ils nous livrent ainsi chaque fois le résultat de leur travail, imprégné de tout

ce qui traverse notre monde contemporain, comme un objet unique, précieux, et d'une lumineuse et joyeuse simplicité. Ils nous prennent pour des intelligents, ce que nous sommes ! Avec bonheur.

Elli Drouilleau  
« T'ens voilà le hallebardier », sur  
Radio Libertaire, le jeudi  
de 12 h à 14 h 30

(1) Lucrèce, « La nature des choses ». Mise en scène de Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret, à la Maison de la Culture de Bobigny, du mardi au samedi à 20 h 30 ; le dimanche à 15 h 30, jusqu'au 1er avril.

**RADIO-LIBERTAIRE**  
89.4 FM  
PARIS

## CINEMA

### Mémoire espagnole

**R**endez-vous à partir du 1er avril 1990 au studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5<sup>e</sup> pour les projections de *Un autre futur* de Richard Prost et *Sous le signe libertaire* de Félix Marquet. Des films en version originale sous-titrés en français.

*Un autre futur* retrace une histoire des anarcho-sindicalistes espagnols, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1945. A l'origine de ce documentaire, la

volonté d'exilés, acteurs de la guerre civile et de la révolution, de dire leur participation à l'histoire.

*Sous le signe libertaire* fait partie de la production de la CNT-FAI qui, en 1936, avait collectivisé l'industrie cinématographique. Entre 1936 et 1938 ont ainsi été produits sept films de fiction et une centaine de courts-métrages, documentaires et reportages. Ce documentaire montre un exemple d'organisation révolutionnaire dans un village d'Aragon. Sur un fond de fiction, il utilise notamment des images d'autres reportages d'époque de la CNT-FAI.

Programmation (semaine du 28 mars au 3 avril 1990, dimanche 1er et lundi 2 avril) :

- 13 h 30 : *Un autre futur* (1re et 2e

parties),  
- 15 h 30 : *Sous le signe libertaire - Un autre futur* (3e partie),  
- 17 h 00 : *Un autre futur* (1re et 2e partie),  
- 19 h 00 : *Sous le signe libertaire - Un autre futur* (3e partie),  
- 20 h 30 : *Un autre futur* (1re et 2e partie),  
- 22 h 30 : *Sous le signe libertaire - Un autre futur* (3e partie).

Semaines suivantes : consulter la presse des spectacles, ou téléphoner à la salle : 43 26 19 09 / 43 26 97 08, ou téléphoner au 48 81 38 81 (GH Films). Tarif : 34 F. Tarif réduit : 25 F. Pour deux séances consécutives : tarif unique 50 F.

R

BREST

Les groupes CLEA et FA de Brest vendent *Le Monde libertaire* devant les fontaines de la rue de Siam (ou dans le hall de *Dialogues*) tous les samedis après-midi, à partir de 15 h.

CHELLES

Face à la récupération du terme « fédéralisme » par les politiciens de toutes sortes et afin d'éviter une quelconque confusion avec le fédéralisme libertaire, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 24 mars, à 20 h 30, une conférence-débat ayant pour thème le « Fédéralisme libertaire ». Cette soirée sera animée par Bernard Voyenne, auteur de *l'Histoire de l'idée fédéraliste*. Adresse du local : 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno tient ses permanences le premier mercredi du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-Libre Pensée, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

SAINT-ETIENNE

Sur le thème « l'actualité du syndicalisme révolutionnaire », le groupe Nestor-Makhno et le Cercle d'études sociales et syndicales organisent une conférence-débat vendredi 23 mars 1990, à 20 h, salle SR1 de la Faculté de Lettres à Saint-Etienne. Participation de Daniel Colson, militant libertaire lyonnais, enseignant-chercheur à l'université de Saint-Etienne (auteur de *Anarcho-syndicalisme et communisme*, Saint-Etienne, 1920-1925) et de militants de la CNT.

PARIS

L'autogestion n'est plus à la mode, c'est entendu, mais a-t-elle disparue ? C'est ce que nous vous proposons de débattre au 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), 75018 Paris, M<sup>e</sup> Abbesses ou Blanche. Mardi 27 mars, 20 h : défendre les « droits de l'homme », est-ce préparer la révolution égalitaire, libertaire et sociale ?

SOLIDARITE

Gr. Berkman 200 F - Collectif anarchiste de Bourgoin 100 F - Y. Crozon 100 F - B. Nappi 250 F - T. Guillaume 100 F - N. Poujol 30 F - C. Jacquier 200 F - Anonyme 200 F - B. Gerbot 100 F - M. Bellaton 150 F - J.C. Labille 50 F - J. Decaen 120 F - Anonyme Montpellier 100 F - J.F. Barou 1 000 F - S. Carot 100 F. Total provisoire : 2 800 F.

A ce jour, 1 480 F sont déjà parvenus à nos camarades polonais de la Fédération anarchiste des groupes de Pologne (ex-Interville anarchiste/MA). L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, souhaitant aider nos camarades en matériel d'imprimerie, appellent à la solidarité financière, et la souscription continue donc. Chèques à l'ordre de « Contre-Courants », mentionner au dos « souscription Pologne ». « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

U R Rhône-Alpes

ANTIMITARISME

Rencontres de Poutac

LES 13, 14, 15 et 16 avril se tiendront les « Rencontres pour la résistance à la militarisation en France et en Europe » à Poutac, dans le Tarn, à l'initiative du Collectif des objecteurs tarnais d'Albi. Les bouleversements politiques en Europe de l'Est ont provoqué des changements profonds dans les rapports Est-Ouest et les politiques de défense des pays européens vont devoir se transformer pour s'adapter à la nouvelle donne géopolitique.

L'ennemi traditionnel, ce « rouge » au couteau entre les dents, que l'on combattait à l'occasion de chaque « grandes manoeuvres » ne semble plus si méchant que ça. Il est vrai qu'il a d'autres chats à fouetter !

Les grandes puissances désarment à qui mieux-mieux et réduisent leurs budgets militaires. Voilà qui doit donner des frissons aux barons du complexe militaro-industriel ! L'industrie de l'armement n'en a pas moins de beaux jours devant elle : le tiers monde offre toujours d'excellents débouchés.

Pendant que les traîneurs de sabres et les marchands de canons vaquent à leurs occupations traditionnelles, les antimilitaristes de tous poils et de tous pays s'activent comme toujours à leur faire dresser leurs cheveux ras sur l'appendice qui sert de tête.

Il y a partout des mouvements d'insoumission et de résistance à la militarisation (Pologne, RDA, RFA, etc.). En Espagne, des milliers d'insoumis refusent toute conscription, qu'elle soit civile ou militaire.

La Fédération anarchiste française a, lors de son dernier congrès, résolu de s'engager dans une campagne pour

l'abolition de la conscription dans le cadre de sa lutte traditionnelle contre toutes les armées. Le groupe Albert-Camus de Toulouse est donc partie prenante de l'organisation de ces Rencontres pour la résistance à la militarisation qui seront l'occasion de confronter des analyses et d'aborder les perspectives et les moyens de lutte pour la démantèlement des Etats et des esprits.

De nombreux débats et commissions de travail seront organisés : pacifisme dans les pays de l'Est, conscription, accords armée-éducation, l'état de la militarisation en France, ventes d'armes, etc. Tout cela aura lieu au château de Poutac (entre Albi et

Rodez), qui est entouré d'un grand parc où l'on peut camper gratuitement. Les frais engagés pour l'organisation des rencontres étant de 30 000 francs, il sera demandé une participation de 150 francs (100 F pour les petits budgets) par personne.

Un autocollant de soutien est en vente au prix de 10 F l'unité (5 F à partir de 10 ex.) et une plaquette de présentation a été éditée. Pour tous renseignements, s'adresser à : RMFE, c/o COT, BP 229, 81006 Albi cedex (chèques à l'ordre de RMFE/APEL). A bientôt, à Poutac !

Groupe Albert-Camus (Toulouse)



Les anars écrivent pour tous

DES qu'on parle de littérature engagée, les écoutes se ferment. Ceusses qui ne font pas partie de la tribu militante craignent la langue de bois et le pensum donneur de leçons. Mais se battre pour changer le quotidien n'est pas l'affaire de tristes sirs à la plume chiante.

Pour ce qui est des bouquins, les anars ne jouent pas ce jeu-là. Certes, ils préfèrent soigner le contenu et ne donnent ni dans la couverture racoleuse ni dans les coups de librairies. Les modes, ils connaissent pas vraiment.

Pour les éditeurs anarchistes, tous les aspects de la vie sont dignes d'intérêts.

Pour les très jeunes : *P'tit Punk*. Roman hors normes pour enfants et ados qui ne se contentent ni de niaiseries ni de Rambo bas de plafond. Y'a de l'aventure, de la magie et des illustrations de Tapage nocturne.

Pour ceux qui veulent regarder plus loin que les idées reçues : *Pénétration des idées d'extrême droite*. Autrement dit : l'extrême droite, mode et emploi. Une plaquette claire et précise qui dénoue les fils des stratégies, des associations-relais et des thèmes propres à toucher les oreilles avides d'ordre et de grandeur. En quelques pages, voilà un moyen de se mettre au net sur l'un des multiples dangers qui étouffent la liberté.

La Grande Révolution. Les liturgies commémoratives du bicentenaire ont noyé les vitrines sous des débats plus que rassés. Mais dès 1909, Kropotkine avait posé le problème de la

Révolution française sous un angle différent. Qu'il est agréable de lire un ouvrage pensé, bien écrit, qui échappe à la sécheresse pinailleuse des universitaires et à la facilité de l'anecdote. « Rudolf Rocker », *Itinéraire*. A l'heure d'une « peut-être » réunification de

l'Allemagne, il est utile de se pencher sur les sources du drame allemand. *Itinéraire* présente à chaque fois une époque et un homme. « Rudolf Rocker », c'est la crise qui aboutit au nazisme vu du côté d'une militance anarchiste.

F. Rabault

COMMUNIQUE DE LA F A

Le 1er Mai, la Fédération anarchiste organise à Paris une grande journée de lutte et de réflexion internationale :

- 10 heures, Bastille : manifestation internationale avec banderoles en plusieurs langues et délégations anarchistes des pays de l'Est et de l'Ouest ;
- 14 h à 22 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11e, colloque : « Est-Ouest : confrontation anarchiste ».

Ce colloque se déroulera autour de trois thèmes principaux :

- faillite idéologique et politique du marxisme-léninisme ;
- évolution du capitalisme occidental et montée idéologique du libéralisme ;
- la riposte anarchiste.

Des tables rondes seront organisées avec des « personnalités », des « acteurs sociaux » proches de nous et des intervenants des mouvements anarchistes des pays de l'Est et de l'Ouest.

D'ici le 1er Mai, dans *le Monde Libertaire*, vous pourrez lire des articles sur les thèmes du colloque, ainsi que le programme complet et détaillé (1) de cette journée. Venez nombreux, faites-le savoir autour de vous.

Fédération anarchiste

(1) Une plaquette comprenant le programme détaillé du 1er mai 1990 à Paris sera disponible début avril.

P ARUTIONS

LE FARFADET

Le groupe de Nantes vous signale que *Le Farfadet* n° 9/10 est toujours disponible au prix de 10 F (port compris), à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est en vente également à librairie *Livres comme l'air* (2, rue Copernic, à Nantes) et à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>), au prix de 6 F.

CONTRE VENTS ET MARÉES

Le numéro 67 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèque à l'ordre de l'association).

BRIGUETS ET BADGES...

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'Anarchie » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'Anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

LA TROCHE

Le groupe libertaire aubois (dont la liaison Aube-FA) vient de sortir le n° 2 de son journal *La Troche*. On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire ou en contact la liaison Aube par les Relations intérieures qui transmettront.

LA MISTOUFLE

Le n° 5 vient de sortir. Restant gratuit, il est néanmoins nécessaire d'envoyer 4,40 F en timbres pour les frais d'envoi. Les soutiens financiers (ordre du GREL) sont toujours les bienvenus, d'autant plus que la gratuité de ce journal ne tient qu'à un fil ! Au sommaire : une Suisse sans armée, l'Economie distributive, Dijon ville morte, Sexisme, Manif armée-école, etc. GREL : 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

EDITIONS PARTAGE NOIR

Augustin Souchy : attention anarchiste. En août 1914 ; Augustin Souchy fut expulsé d'Autriche vers l'Allemagne. Sur son mandat d'arrêt figurait l'avertissement : « Attention, anarchiste ». Cette brochure est le début de la traduction de ses mémoires parus sous le titre : *Versicht, Anarchist, Ein Leben für die Freiheit. Politische Erinnerungen*, chez Trotzdem-Verlag (édition 1982).

AFFICHE

Le groupe Cafiero a édité une affiche antiraciste à caractère social et antisexististe : « Levons le voile, ni ghetto ni macho, entraide contre la galère du racisme » (50 x 70, rouge et noir). Elle est vendue au prix de 5 F l'unité, 2 F au-dessus de 50 ex., 1,60 F au-dessus de 100 exemplaires.